

L'insertion socio-professionnelle manifeste vendredi à Namur (2)

2013-12-12

(BELGA) = Le secteur de l'insertion socio-professionnelle en Wallonie descendra une nouvelle fois dans la rue vendredi à Jambes (Namur) pour manifester ses craintes vis-à-vis de la réforme du ministre de l'Emploi André Antoine, accusé de vouloir insérer plus vite mais moins bien, ce qu'il réfute.

Le secteur des 157 entreprises wallonnes de formation par le travail (EFT) et organismes d'insertion socio-professionnelle (OISP) forme chaque année quelque 20.000 demandeurs d'emploi. Il a été réformé l'été dernier par un décret dont l'arrêté d'exécution est en préparation.

La plate-forme des fédérations du secteur, l'Interfédé, accuse de longue date André Antoine (cdH) de favoriser des formations standard et plus rapides, au détriment de l'insertion individualisée, plus adaptée aux exclus et aux plus fragilisés, comme la remise à niveau ou l'alphabétisation. Elle évoque une réduction du financement prévue dans la nouvelle réglementation.

L'Interfédé wallonne a reçu le soutien de son homologue bruxelloise, la FeBISP, qui dit elle aussi se battre "contre les mêmes logiques de course aux résultats rapides dont le seul objectif est d'améliorer les statistiques en matière d'emploi", au détriment d'une politique d'emploi durable et de qualité.

Le ministre, lui, s'étonne d'une réaction qu'il juge démesurée. Il assure que les EFT/OISP (dites à l'avenir CISP, pour centres d'insertion socio-professionnelle) continueront à mener des actions d'orientation, de remise à niveau, d'alphabétisation ou de formations professionnalisantes "pour un subventionnement global au moins équivalent, pour chaque association, à ce qu'ils ont aujourd'hui".

Tout juste son cabinet évoque-t-il de possibles vases communicants: ce qui serait perdu en points APE (subsides d'aide à la promotion de l'emploi) sera récupéré en subventions de fonctionnement. "L'inquiétude semble liée aux simulations, il y a de l'incompréhension, mais au pire, les faibles variations à la baisse seront corrigées par une clé pour que personne n'y perde. D'autres y gagneront par ailleurs".

M. Antoine s'est engagé à préparer les modalités d'application du nouveau financement en concertation avec l'Interfédé. Vendredi, une délégation des manifestants sera reçue à 9h45 à l'Elysette avec des représentants des cabinets Antoine et Demotte, selon l'Interfédé.

Le rassemblement pour la manifestation est programmé place Joséphine-Charlotte à Jambes, à 10h00. Le cortège passera par l'avenue Bovesse, le pont de Jambes, le parlement wallon, le cabinet Antoine pour finir par les rues d'Harschamp et du Lombard. En juillet dernier, une action du secteur avait rassemblé 150 à 300 personnes devant le parlement wallon.

